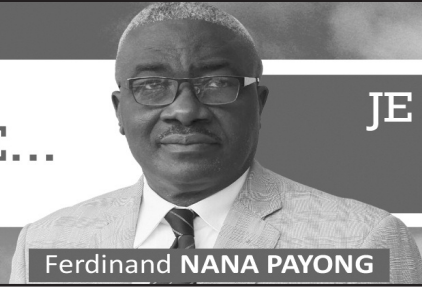


LE TEMPS POLITIQUE...

JE SERAI LE PORTE-PAROLLES
AUTORISÉ



Ferdinand NANA PAYONG

N° 378 du mardi 18 septembre 2018

info **M**atin

Quotidien

400 Fcfa

2^e année

L'actualité autrement

Cantonnage routier dans le Sud-Ouest

150 millions alloués par les Travaux publics



Huit communes pilotes des départements
du Fako et de la Mémé bénéficient déjà du
transfert des compétences. **P.8**

Enseignements secondaires

Les inspecteurs pédagogiques à l'épreuve des réformes

La cérémonie de clôture de la rentrée pédagogique présidée par le Minesec, Nalova Lyonga, jeudi 13 septembre
à Yaoundé, a permis aux participants de formuler nombre de recommandations. **P.4**

Coopération Cameroun-Bad

Vers de nouveaux défis

P.4

Alphabétisation

La crise de l'apprentissage

Pp.5-7

STAGE DE VACANCES PICHNET 2018

Des parchemins et des prix aux participants

La cérémonie de remise a eu lieu à Yaoundé, le 07 septembre, en présence de responsables du Minesec et de l'Ong ainsi que des parents des 74 élèves bénéficiaires.

Henri Bomba

L'Organisation non gouvernementale (Ong) Pichnet a procédé, le 7 septembre, à la remise des enveloppes promises aux 74 élèves de première et terminal ayant participé au stage de vacances organisé par l'Ong depuis le 16 juillet. Mis à part lesdites enveloppes, les participants ont également reçu des parchemins de fin de stage ainsi que des prix aux élèves qui se sont illustrés de manière particulière par des comportements sociaux dignes. La cérémonie dont le lycée général Leclerc sert de cadre a connu la présence outre du promoteur, Parfait Eloundou, chef de département de sociologie à l'université de Cornell aux États-Unis par ailleurs, des responsables du ministère des Enseignements secondaires, de l'honorable Yves Martin Ahanda Assiga, parrain de la promotion 2018 des stages Pichnet ainsi que des parents des stagiaires venus encourager ces enfants que la formation a contribué à faire passer d'une situation jugée médiocre à celle souhaitée excellente. La cérémonie commence par la diffusion d'un documentaire traitant de la consommation de la drogue par les jeunes. Le documentaire d'une trentaine de minutes a été réalisé, apprend-on, par les soins des stagiaires afin de sensibiliser leurs camarades sur le fléau dont les incidences sont de plus en plus



dramatiques en milieu scolaire et universitaire. Après l'allocution du délégué départemental du Minesec pour le Centre, dans laquelle il a présenté le processus ayant conduit à la réalisation de ce projet, les stagiaires seront invités à remettre les cadeaux apprêtés pour témoigner leur gratitude à l'endroit des "Tata" et "Tontons", appellation commune pour désigner les encadreurs.

Modules. De la prise de parole du

coordonnateur général de vacances Pichnet 2018, l'on apprend que ledit stage a permis à 74 élèves de première et de terminal dont certains, étudiants dès l'année académique 2018-2019, du sous système francophone et lower sixth and upper sixth du sous système anglophone, d'échanger avec des professionnels dans des domaines aussi variés que diversifiés. Notamment, les principes généraux de la communication, pour leur permettre de s'exprimer sans

tract ; le perfectionnement en anglais pour les francophones ; l'initiation au chinois ; le plan de carrière et de développement personnel ; la lecture des journaux et des magazines, question d'accroître leur culture générale et de pouvoir prendre de la distance par rapport à la masse d'informations que les médias leur livrent. Pendant la même période les jeunes participants ont également reçu une formation solide en informatique, sur les recherches en ligne, la saisie des données, la création des graphiques, la création de powerpoint précisément ; la communication vidéo assortie de l'élaboration de documentaires ; des astuces pour assurer leur sécurité personnelle ; le secourisme pour être capable de sauver des vies en détresse en cas de besoin sans oublier la pratique du golf.

Pour le parrain de la formation, l'honorable Ahanda Assiga, l'initiative doit faire tâche d'huile et être étendue au-delà de la région du Centre. À cet effet, le député de la nation a dit son engagement non seulement à pérenniser les stages Pichnet, mais également à leur donner une envergure nationale. Les heureux bénéficiaires sont ainsi retournés heureux, en promettant de mettre application les riches enseignements au bénéfice de la société.

DIOCÈSE D'ESÉKA

Un nouvel administrateur nommé

Mgr Emile Martin Dibongue, a été confirmé vendredi après élection du collège des consultants.

Annette Mindjié (Stagiaire)

L'attente n'a pas été longue après le décès de Mgr Dieudonné Bogmis, survenu le 25 août 2018. En effet, le 14 septembre, le collège des consultants, du fait de la vacance du siège épiscopale, a confirmé l'ancien vicair général et curé de la cathédrale Notre-Dame de Fatima d'Eseka, Mgr Emile Martin Dibongue, comme nouvel administrateur dudit diocèse, après élection. Le quotidien gouvernemental qui a relayé l'information hier informe que le nouveau prélat va exercer jusqu'à la nomination d'un autre évêque. Le désormais administrateur a pratiquement tous les pouvoirs de l'évêque diocésain sauf ceux que l'église ne lui accorde pas, en raison des dispositions du Droit canon. Cet homme consacré, né le 1er novembre 1974 à Eseka, est tenu aux obligations de l'évêque. Il donnera entre autres le sacrement de confirmation, confèrera les ministères et pourra appeler aux ordres en accord avec le collège des Consultants. Cependant, rien ne doit être fait qui porterait préjudice au diocèse. Il représente son diocèse à la conférence des évêques du Cameroun et partage de plein droit, son assemblée où il a d'ailleurs une voix décisive. Sa charge ne prend fin



qu'à la nomination et précisément à la prise de possession du siège par un autre évêque qui sera nommé par le Pape. Mgr Emile Dibongue, a été ordonné

prêtre le 2 septembre 2005 et titulaire d'un doctorat en Théologie biblique obtenu à la Pontificia Universita Urbaniana à la cité du Vatican. Il vient assurer l'intérim à la tête d'un diocèse

orphelin depuis le 25 août qui était jusque là dirigé par Mgr Dieudonné Bogmis. Malheureusement, son corps sans vie a été retrouvé sur son lit à l'évêché, alors qu'il a participé la veille, à l'assemblée plénière des évêques à Yaoundé. « Chers confrères, le Seigneur a donné le Seigneur a repris. Que le nom du Seigneur soit béni. C'est avec une grande douleur et émotion forte, que le service diocésain de la communication sociale vient vous annoncer le décès de son excellence Mgr Dieudonné Bogmis, évêque du diocèse d'Eséka » a déclaré à la presse, le service diocésain de la communication.

Dans cette même déclaration, Mgr Samuel kléda, archevêque de Douala et président de la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (Cenc) a invité la communauté chrétienne à rester unie dans la prière, afin que le seigneur accorde au défunt, « la couronne de gloire qui ne flétrie pas. » a-t-il rappelé.

Mgr Bogmis est mort à l'âge de 63 ans. Il a été ordonné prêtre à 28 ans avant d'être nommé évêque titulaire du diocèse d'Eséka, il a exercé aux côtés du Cardinal Christian Tumi en 1999 en tant qu'évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Douala. C'est le Pape Benoît XVI qui le nomme évêque le 15 octobre 2014.

RÉALISATIONS DU SEPTENNAT

Le secteur de l'eau en tire partie

Les actions du chef de l'État durant le mandat qui s'achève, ont permis l'amélioration de l'offre globale en eau potable dans les milieux urbain et périurbain de façon significative.

Cédric Mbida

Le septennat qui s'achève a été marqué par la conduite des grandes réalisations du président de la République. De 2011 à ce jour, le secteur de l'eau a bénéficié d'une attention particulière de la part du chef de l'État. Les données disponibles au ministère de l'Énergie et de l'Eau (Minee) permettent de s'en convaincre. Ces documents font état de l'accroissement de la capacité de production de 498 936 à 731 080 m³/jour, soit une progression de 31% ; la pose de 620 000 mètres linéaires de conduite de distribution, soit une progression de 23,79% durant tout le septennat; et l'augmentation de 155 984 nouveaux abonnés soit une progression 31.56%.

En zone rurale, on peut noter la construction de plus de 2000 forages équipés de pompe à motricité humaine. Pour arriver à ces résultats, les projets ont été réalisés dans les villes de Douala, Yaoundé et ses périphéries.

La ville de Douala a bénéficié de nombreuses réalisations, au rang desquelles : la construction de la station de production de Yato 2, avec une production supplémentaire de 100 000 m³/jour, (mise en exploitation le 26 novembre 2014) ; la mise en service de la canalisation



de transport d'eau traitée reliant Yato 2 à Deido, du pont tuyau sur le fleuve Wouri, qui a permis le transit de la production de Yato vers la ville; la construction de trois nouveaux châteaux (Logbessou 3 000 m³, Nyalla 3 000 m³, Koumassi 1 000 m³) améliorant ainsi la qualité de service des zones desservies; la construction de plus de 40 000

mètres linéaires de canalisation; et enfin la construction de 11 forages d'exploitation, dont la production cumulée permet d'injecter dans le réseau, 30 000 m³/Jour. La capitale politique Yaoundé fait également partie des grands bénéficiaires du septennat en matière d'approvisionnement en eau potable. Ici, l'extension de la

capacité de production de la station d'Akomnyada de 85 000 m³/jour supplémentaires soit une augmentation de 70 % ; la réhabilitation de la station de la Mefou, d'une capacité de 50 000 m³/jour ; construction du réseau de distribution de la ville de Yaoundé sur un linéaire de 120 400 mètres y ont été réalisées.

Réduction du déficit

Il faut noter que ces travaux ont permis de réduire considérablement le déficit d'approvisionnement en eau potable que connaît la ville de Yaoundé depuis un certain temps. Mais cela est resté insuffisant. En conséquence, afin de combler définitivement cette insuffisance à l'horizon 2035, le gouvernement de la République a mis en place le Projet d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé et ses environs à partir du fleuve Sanaga (Paepys), dont les travaux sont actuellement en cours. Ce projet, apprend-on, apportera une production supplémentaire de 300 000 à 400 000 m³/j ; une capacité additionnelle de stockage de 6 000 m³ ; une extension du réseau de transport de 60 km et le raccordement des villes et localités riveraines de Batchenga, Obala, Nkometou, Soa, Ntui...

Non content de toutes ces importantes réalisations, le gouvernement a élargi ses interventions visant à améliorer l'accès à l'eau potable dans d'autres grandes villes et centres secondaires. Ces opérations ont couvert plus de 75 localités, permettant ainsi de réaliser une production supplémentaire de 167 453 m³/jour ; un stockage de 48 570 m³ ; des réseaux de distribution de



913 km linéaire ; également le raccordement de 155 984 nouveaux abonnés, soit environ 1 091 888 habitants impactés. En milieu rural par ailleurs, les interventions des pouvoirs publics ont permis de réaliser plusieurs infrastructures d'eau potable. Il s'agit

notamment de la construction de plus de 2000 forages équipés de pompe à motricité humaine et de la réalisation de 300 systèmes d'alimentation en eau potable. Ces réalisations ont permis d'alimenter plus de 1200 000 personnes en zone campagnarde,

entraînant ainsi la réduction considérable des maladies hydriques dans ces différentes localités.

Assainissement liquide. En ce qui concerne ce système de dépollution, il a été réalisé plus de 1300 latrines et toilettes publiques dans les formations sanitaires, écoles, marchés et gares routières. Cette méthode permet de préserver l'environnement en supprimant tous les rejets directs des eaux usées dans les milieux naturels, contribuant ainsi à améliorer les conditions de vie des citoyens. Dans le souci de résorber le déficit en eau potable de la ville de Douala à l'horizon 2035, les initiatives sont en cours dans le but d'apporter un supplément de 300 000 à 400 000 m³/Jour à partir de la Dibamba (Massoumbou) et du Wouri. Pour le chef lieu de la région du centre, il faudra poursuivre la mise en œuvre du projet d'alimentation de Yaoundé et environs à partir du fleuve Sanaga.

En outre, le gouvernement envisage de poursuivre le démarrage du projet d'alimentation en eau potable de 09 villes phase 2, et la construction de 2412 forages dans les régions septentrionales.

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Les inspecteurs pédagogiques à l'épreuve des réformes

La cérémonie de clôture de la rentrée pédagogique présidée par le Minesec, Nalova Lyonga, jeudi 13 septembre à Yaoundé, a permis aux participants de formuler nombre de recommandations.

Henri Bomba

Le ministre des Enseignements secondaires (Minesec) Nalova Lyonga a présidé, ce jeudi 13 septembre au palais des congrès de Yaoundé la cérémonie de clôture de la rentrée pédagogique solennelle 2018-2019. Pour l'occasion, la patronne des Enseignements secondaires est accompagnée du secrétaire d'État auprès du Minesec, Boniface Bayaola, du secrétaire général Bisse Bea, de l'inspecteur général des services et de l'inspecteur général des Enseignements, Cathérine Awoundja Nsata. Prennent également part à ces assises, les inspecteurs coordonnateurs, les délégués régionaux, les inspecteurs pédagogiques nationaux, régionaux etc. Il s'agit, apprend-on, d'une rencontre d'experts et de praticiens de la pédagogie qui ont à cœur l'implémentation effective et efficiente de la réforme pédagogique et didactique décidée souverainement par le gouvernement de la République. Il s'agit également d'une occasion idoine de partage d'expériences entre les différents responsables de l'activité pédagogique au sein du ministère des Enseignements secondaires. Tous réunis pour trouver des mesures aux exigences de la professionnalisation des enseignements, la réforme du second cycle de l'enseignement secondaire général y compris le problème d'insécurité dans le nord-ouest et le sud-ouest. Un chantier de révision des



curricula est ainsi lancé dans l'optique, de trouver une adéquation entre l'enseignement et l'employabilité tout en développant une congruence entre la formation scolaire globale et l'adaptabilité au monde contemporain. Concrètement, il est question pour l'essentiel d'élaborer des outils de base que sont les fiches de préparation des leçons et la grille d'évaluation des pratiques de classes conformes auxdites exigences.

Missions. Les experts et praticiens de la pédagogie réunis au Palais des congrès

avec l'appui de l'Unesco et de l'Ong Sightsavers devaient pour les besoins de cette cause, proposer des stratégies idoines en vue d'un travail en synergie avec les partenaires en charge de la formation initiale que sont les Ens, les Enset, les Facultés des sciences de l'éducation, les Enieg et les Eniet ; suggérer des contenus et des démarches spécifiques, des contraintes à gérer pour chaque classe, chaque établissement, chaque type de formation ; construire et produire des savoirs non sans rendre le produit de la formation adéquat aux besoins du

secteur socioéconomique, après la prise en compte de référentiels orientés vers les compétences basiques, transversales et génériques. Il était également attendu d'eux dans le cadre des travaux, d'intégrer les ressources cognitives, psychomotrices, psychoaffectives et sociales, dans le traitement de situations complexes conduisant au faisceau de compétences (savoir-faire, savoir-être et savoir-agir). À l'effet, 4 exposés et des travaux en atelier vont permettre à ces responsables pédagogiques de formuler des recommandations au terme de leurs travaux.

Ainsi, ils sollicitent la fourniture des ressources financières suffisantes aux inspections pédagogiques et aux délégations pour la formation continue des enseignants et des administrateurs scolaires sur la mise en œuvre et l'évaluation efficaces par le Cba ; ils demandent aux Écoles normales supérieures, de former leurs étudiants en Apc, de mettre sur pied un cadre juridique qui définit et organise la formation en milieu professionnel, de veiller à une meilleure utilisation des fonds alloués à l'équipement des laboratoires, salles spécialisées et des bibliothèques, de renforcer les capacités des enseignants à l'évaluation selon l'Apc non sans veiller à la publication de la liste des manuels scolaires dans les délais raisonnables.

COOPÉRATION CAMEROUN-BAD

Vers de nouveaux défis

Le Minepat Alamine Ousmane Mey a reçu en audience, hier à Yaoundé, une mission de la Banque africaine de développement conduite par son Vice-président en charge du développement régional, Khaled Shérif.

Nadège Fouejio (stagiaire)

La mission du groupe de la Banque africaine de développement (Bad), conduite par son Vice-président en charge du développement régional, de l'intégration régionale et de la prestation des services au groupe de la Bad, Khaled Shérif a été reçu en audience par le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat), le 17 septembre à Yaoundé dans la salle de conférence de son cabinet.

Au cours de cette séance de travail, il était question de présenter l'état de la coopération entre le Cameroun et la Banque africaine de développement, d'échanger sur l'installation du bureau de la direction régionale de la Bad à Yaoundé, les défis et enjeux du développement du Cameroun ainsi que la problématique de l'intégration économique en Afrique centrale.

Concernant le premier point, les relations entre le Cameroun et la Bad sont au beau fixe et le ministre par ailleurs gouverneur de la Banque africaine de développement, s'est félicité de cette coopération qui date



depuis 1972. Le Cameroun et la Bad entretiennent des rapports privilégiés d'où le choix d'installer le Bureau régional de l'institution financière africaine. «Aujourd'hui, nous avons la visite du vice président, le Dr Khaled Shérif, qui vient parachever l'une des décisions majeures du conseil d'administration

de la Bad à savoir la création du bureau régional de la banque d'ici fin 2018 au Cameroun.» souligne le ministre.

Enjeux et défis. Pour ce qui est des défis et enjeux du développement du Cameroun, la Bad a 5 priorités et ces priorités sont en phase avec le

choix stratégique voulu par le Cameroun. En effet, toutes ces orientations sont inscrites dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce) intitulé «Vision 2035».

Selon le ministre, les cinq axes majeurs que décline la vision, concerne le développement des infrastructures, la modernisation de l'appareil de production, le développement humain, l'intégration régionale et la désertification des échanges commerciaux. Avec un portefeuille cumulé de 875 milliards de Fcfa, la Bad apporte au Cameroun un peu plus que les autres institutions telles que la Banque mondiale avec laquelle cette dernière travaille, a relevé Khaled Shérif.

Pour ce faire, le Cameroun tient à faire ce chemin avec ses partenaires stratégiques tel que la Bad qui dans le contexte du programme économique et financier du pays, a apporté l'année dernière 150 millions d'euro en matière d'appui budgétaire. Et pour cette année 2018, 150 autres millions d'euros sont en étude pour sa mise en œuvre.

ALPHABÉTISATION

La crise de l'apprentissage

Le Cameroun s'est joint au reste du monde le 08 septembre 2018 pour célébrer la journée internationale dédiée à l'alphabétisation. Instituée le 17 novembre 1965 à Téhéran, par l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), lors du Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, la Journée internationale de l'Alphabétisation est une opportunité pour sensibiliser, informer l'opinion nationale et internationale sur l'ampleur et les méfaits de l'analphabétisme ainsi que ses conséquences. Le but est d'avoir d'ici 2030

les jeunes, les hommes et les femmes capable de lire, d'écrire et de compter pour cette 52ème édition, l'événement est placé sous le thème : «Alphabétisation et développement des compétences.» Ce thème se concentre sur les aptitudes et compétences requises pour l'emploi, les carrières et les moyens de subsistance, en particulier les compétences techniques et professionnelles, ainsi que les compétences transférables et les compétences numériques. Il est constant que la question de l'alphabétisation demeure un élément clé de l'Objectif de développement durable (Odd) 4, qui a notamment pour cible 4.6 d'assurer à tous les jeunes

l'alphabétisation et le calcul et de donner aux adultes qui ne possèdent pas ces compétences la possibilité de les acquérir. Selon les données de l'Institut de statistique de l'Unesco, aujourd'hui encore, 757 millions d'adultes à travers le monde, dont 115 millions de jeunes âgés entre 15 et 24 ans, ne savent ni lire ni écrire une phrase simple. À l'occasion de la 52ème édition de la journée internationale de l'alphabétisation, Infomatin passe en revue certains des efforts entrepris par le gouvernement pour traiter ce problème avec l'objectif de garantir l'apprentissage de tous les enfants et les jeunes.

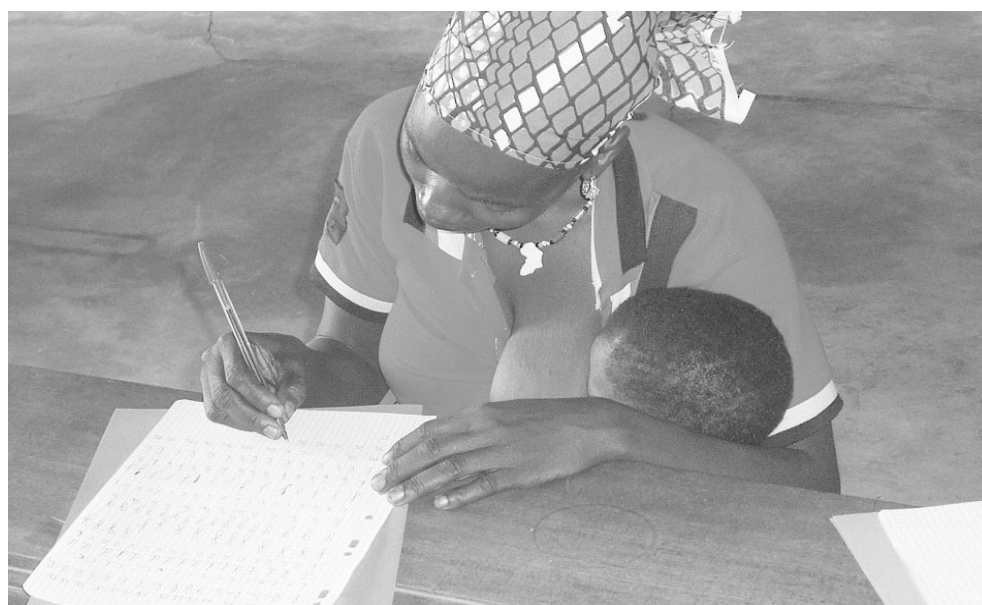


Le Cameroun progresse

Plus de 75% de sa population est alphabétisée.

Annette Mindjié
(stagiaire)

Le but de la journée internationale de l'alphabétisation est de souligner l'importance de l'alphabétisation pour les individus, communautés et sociétés. C'est aussi une occasion de célébrer l'engagement des individus et des organisations qui luttent et veulent à ce que tout le monde ait les compétences nécessaires afin d'être un citoyen actif. L'édition 2018, placée sous le thème «Alphabétisation et développement des compétences», avait pour objectif de faire l'état des lieux des réalisations dans le domaine et de réfléchir sur les politiques à mettre sur pied pour relever les défis restants, afin d'atteindre l'un des Objectifs du développement durable (Odd) à l'horizon 2030. Celui-ci voudrait qu'à l'échéance, tout le monde ait accès à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, avec des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. «L'une des cibles de l'objectif 4 est de veiller, d'ici à 2030, à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter », a indiqué l'Unesco, en reconnaissant que malgré les progrès réalisés, les problèmes d'alphabétisation persistent. Le Cameroun a accompli de grands efforts sur ce point précis,



si l'on s'en tient aux statistiques publiées en 2015 par Cia World Factbook. Ce site indique, en effet, que le taux d'alphabétisation de la population camerounaise en général (15 ans et plus) cette année là, était de 75% dont : 81% pour les hommes et 68% seulement pour les femmes, avec un écart de 13%. Certes les statistiques sont en deçà de la moyenne et peut être qu'en 2018, elles ont encore connu une hausse. Mais l'écart entre la population masculine et la population féminine remet en surface, la question de l'intérêt que l'on porte à

l'alphabétisation de la fille au Cameroun. Les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et l'Adamaoua, sont les zones qui enregistrent les plus faibles niveaux d'alphabétisation en langues officielles. Les familles en situation de précarité ne sont pas épargnées, surtout dans les zones rurales où l'on pense que la jeune fille n'est faite que pour le mariage et des travaux ménagers. L'homme étant le seul qui doit s'instruire. De même, dans le domaine des compétences numérique, que ce soit dans les pays en développement ou dans les pays développés, la

fracture du genre est importante. Les femmes ont 1,6 fois plus de chances que les hommes de déclarer le manque de compétences comme un facteur qui entrave leur utilisation de l'internet. La proportion de femmes utilisant l'internet est inférieure de 12 % à celle des hommes et l'écart entre les genres, en matière d'utilisation d'internet, s'est élargi entre 2013 et 2017, en particulier dans les pays les moins avancés. Cette journée permet alors d'examiner et de mettre en évidence des approches intégrées qui peuvent simultanément soutenir le développement de l'alphabétisation et des compétences, en vue d'améliorer la vie, le travail et de contribuer à rendre les sociétés équitables et durables. Elle est célébrée dans tous les pays du monde à travers l'organisation des ateliers et panels de réflexion qui rassemblent les gouvernements, la société civile et l'ensemble des acteurs concernés. Au Cameroun, l'on n'a véritablement pas senti une grande mobilisation autour de la question de l'alphabétisation à l'occasion cette journée. Pourtant cela peut permettre de multiplier les efforts, les ressources, et pourquoi pas, d'accélérer la rythme des réalisations.

Un atout pour le développement

Pour les apprenants des centres d'alphabétisation, ces formations participent non seulement à l'amélioration de la qualité du travail, mais aussi favorisent une insertion rapide et facile dans la société.

Nadège Fouejio
(stagiaire)

Les entraves à l'alphabétisation

L'analphabetisme constitue l'un des principaux freins à l'alphabétisation. Il est considéré comme l'une des causes de la pauvreté dans le pays car l'analphabet (que ce soit du numérique que sur le plan didactique) est contreproductif et devient par le fait même inutile pour la société. La raison principale réside dans l'inaptitude de l'analphabet à saisir les opportunités d'amélioration des conditions de vie qu'offre l'environnement, du fait de son incapacité à lire ou à écrire. On se rend souvent compte que l'analphabet, pour la plus part du temps âgé, se sent frustré, ce blocage qu'il se fait ne facilite pas son apprentissage. Celui-ci devient donc un danger non seulement pour lui-même car ne pouvant pas librement s'épanouir, mais aussi pour son entourage qui est susceptible de ne pas le comprendre. Les initiatives prises par le gouvernement notamment la campagne nationale dénommée "école sous l'arbre" instituée depuis 1961, tarde toujours à prendre corps. D'où le taux relativement élevé dans tout le pays, car les zones telles que les régions de l'Est, du Sud-Ouest, de l'Adamaoua, du Nord, et de l'Extrême Nord sont des zones où ce phénomène est fortement implanté. Et en plus, de toutes ces populations analphabètes, les femmes sont les plus affectées parce que marginalisées par l'enracinement radical à la culture. Pour celles qui ont reçu des formations, elles nourrissent des rivalités avec leurs époux. Au niveau communal, les ateliers de formation des alphabétiseurs communaux sont infimes non seulement par rapport au nombre élevé d'analphabètes, mais aussi par la non régularité des programmes de renforcement des capacités dans les méthodes didactiques d'alphabétisation.

Joseph Makon

Divine M. est une femme âgée de 42 ans, mère de cinq enfants, mariée très précocement, elle n'est pas allée à l'école. Elle a bénéficié de l'alphabétisation dans l'un des centres d'alphabétisation de l'organisation dénommée Acsj Cameroun. Elle nous parle de ce dont elle a appris. «Actuellement, je sais écrire et lire une lettre ou un message, chose que je demandais aux autres de faire pour moi auparavant», a affirmé cette dernière. Elle fait savoir que désormais, elle participe aux réunions et aux rencontres tout en prenant la parole sans honte ni peur. Ce qui n'était pas possible, il y a quelques mois, car un analphabet se sent toujours humilié puisqu'il ne peut pas s'exprimer. Notre interlocutrice précise qu'elle est souvent invitée à des réunions communautaires. «Après mon alphabétisation, j'ai recouvré le respect de tout le monde», a dit Divine M. Elle invite à cet effet, toutes les femmes analphabètes à suivre son exemple. Grâce aux connaissances reçues, Divine a fait savoir qu'elle a amélioré la gestion de l'économie familiale. «Actuellement, j'arrive à mieux gérer mon commerce de beignets, mieux m'occuper de ma famille et faire des économies alors qu'avant, cela n'était pas possible». Cette dernière de poursuivre : «Grâce à l'alphabétisation, j'ai pu améliorer ma qualité de travail et je bénéficie de plus de considération de la part de mon mari, de mes enfants, de mes amis et de mon entourage». Comme Divine, elles sont nombreuses, les personnes qui sont satisfaites de leur passage dans un centre d'alphabétisation. Au Cameroun, l'alphabétisation intègre à présent un volet fonctionnel. Une vision développée dans les centres affiliés à ce ministère. Le superviseur général des centres d'alphabétisation Acsj Cameroun, Victor Tameu Kouam explique que durant les deux années d'instruction, les participants sont formés à un métier comme la couture, l'informatique ou le dépannage automobile. Puis, ils sont initiés à la gestion d'entreprise pour qu'ils créent leurs propres organisations. Ces ateliers sont d'une grande aide pour les femmes, qui ont besoin de ces connaissances pour développer leur commerce. En sachant lire et écrire, elles peuvent enfin concrétiser la création de leur entreprise et le développement de leur autonomie personnelle et professionnelle. De plus, un suivi personnalisé est mis en place pour accompagner les



femmes dans leur démarche. Grâce à ces nouvelles connaissances, celles-ci pourront comprendre l'importance de l'éducation. À terme, elles pourront ainsi se mobiliser pour le maintien de leurs filles à l'école. Et selon le

ministre de l'Éducation de base (Minedub), Youssouf Adjidja Alim, le programme d'alphabétisation est un outil de développement non-négligeable car il va au-delà de la simple maîtrise de la lecture, de l'écriture ou de

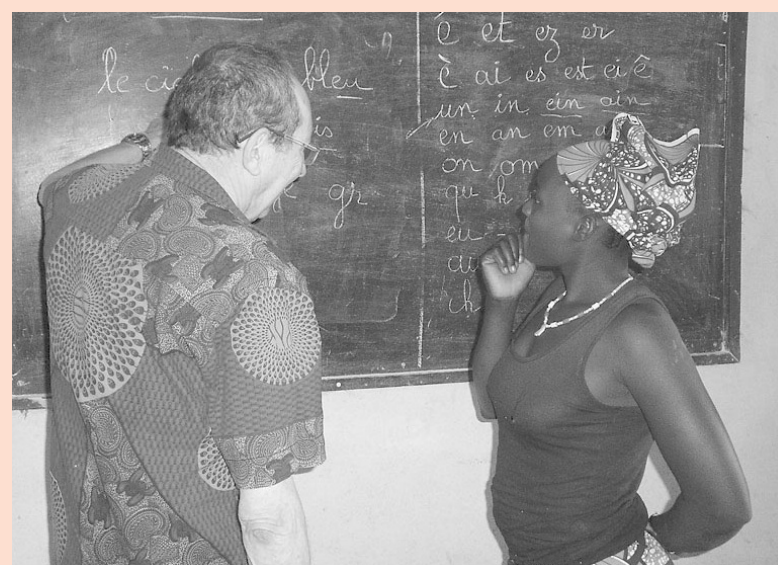
l'apprentissage d'une langue. À ce propos, «Les parents qui ont bénéficié d'un programme d'alphabétisation sont plus disposés à envoyer leurs enfants à l'école et à les aider à réussir dans leurs études», a déclaré le Minedub.

La politique nationale en matière d'enseignements

Depuis les années 2000, le taux d'alphabétisation des jeunes a dépassé la barre des 80 % au Cameroun.

Alexi Nyangon
(stagiaire)

Le système éducatif au Cameroun est régi par la loi numéro 98/004 du 14 avril 1998, il comporte trois types d'enseignements : Enseignement de base, enseignement secondaire et enseignement supérieur. La particularité du système éducatif au Cameroun est le bilinguisme, en effet, on peut étudier en français et en anglais et obtenir des diplômes équivalents. L'éducation au Cameroun est encadrée par deux principaux types d'enseignements : L'enseignement public: qui relève du domaine de l'État, l'enseignement privé : constitué du privé laïc et confessionnel. L'accès au cycle primaire est universel pour toutes les catégories de la population dans toutes les régions. En 2005, le gouvernement camerounais avait lancé un programme national contre l'analphabetisme (Pna). Financé à plus de 700 millions F Cfa par les fonds de l'Initiative Pays pauvres très endettés (Ppte). Ce dernier visait à toucher environ 40% de Camerounais. En 2017, le Centre multidimensionnel de Bepanda à Douala, avait lancé un programme dénommé «l'école sous l'arbre». Ce programme visait les personnes vulnérables, tous genres, tout niveau, âgées d'au moins 25



ans. L'État camerounais avait par instruction du président de la République lancé un programme qui visait à améliorer le taux d'alphabétisation des femmes dans la région de l'Extrême-Nord car la région comptait plus de 80% de femmes analphabètes. Au cours des 25 dernières années, le nombre moyen d'années de scolarisation a quasiment doublé, s'établissant à 6,1% en 2015, selon les statistiques consolidées de l'Unesco. L'évolution observée au Cameroun est le fruit de l'élargissement de l'offre publique et privée d'enseignement. Pour améliorer la qualité de l'éducation et

pallier les inégalités structurelles venant aussi bien de l'offre que de la demande de formation. Le plan sectoriel de l'éducation prévoit d'accroître l'accès des élèves dans les filières scientifiques et technologiques, l'accès des jeunes filles dans les filières scientifiques et technologiques, ainsi que de renforcer l'enseignement des sciences par la création et l'opérationnalisation de dix lycées scientifiques d'excellence à l'horizon 2020. Rappelons que le taux d'alphabétisation des populations camerounaises a considérablement augmenté au cours de ses dernières années, selon l'Institut National de la Statistique (Ins), mais des efforts demeurent toujours.

Le défi du numérique

Il constitue un impératif de développement des compétences.

Annette Mindjié
(stagiaire)

L'Organisation de coopération et de développement économique (Océde) définit l'alphabetisation numérique ou «digital literacy» comme «l'aptitude à comprendre et à utiliser le numérique dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses compétences et capacités.» Elle occupe une place de premier ordre dans le vocabulaire de l'inclusion numérique. Dans notre société du savoir, les technologies de l'information et des communications (Tic) deviennent des outils de citoyenneté. Leur importance se fait sentir dans le monde de l'alphabetisation, tant dans ses aspects pédagogiques, socialisants, mobilisateurs que ludiques. Le 8 septembre 2018, journée consacrée à l'alphabetisation dans le monde, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a axé sa réflexion sur l'«Alphabetisation et développement des compétences». Le concept



compétence dans ce cadre renvoyant aux connaissances et aptitudes nécessaires à l'emploi, aux carrières et aux moyens d'existence. Or, de nos jours, on ne peut pas parler de compétences sans inclure la maîtrise du numérique, qui de

plus en plus devient indispensables à l'emploi et à l'inclusion sociale.

Marché du travail. Les compétences numériques se définissent comme un éventail de capacités permettant

d'utiliser des appareils numériques, des applications de communication et des réseaux pour accéder à des informations et les gérer. Au Cameroun, elles sont très demandées et améliorent fortement les perspectives d'obtenir un emploi décent. Non seulement de nouveaux emplois sont disponibles, mais certains d'entre eux sont effectivement vacants, ce qui signifie que l'offre de compétences numériques avancées représente une partie de la solution au chômage. Les experts estiment que dans l'avenir, les grandes avancées technologiques des dix prochaines années auront un impact sur les formes de travail et sur la structure des marchés du travail ainsi que sur d'autres aspects de la vie, tels que l'éducation, la santé et l'agriculture. «En matière de développement des compétences, il faut s'attendre à de sérieuses conséquences suite à ces changements technologiques, tant pour la reconversion professionnelle et la mise à niveau des compétences des adultes, que pour l'éducation des jeunes et des enfants», prédit l'Unesco. Cette institution onusienne fait aussi remarquer que sans des interventions politiques, les évolutions technologiques en cours menacent d'exacerber les inégalités entre les personnes possédant des compétences numériques et celles qui sont dépourvues. Dans ce contexte, il est crucial pour les gouvernements, de définir les principes fondamentaux pour permettre un développement inclusif et équitable des compétences numériques, en proposant aux groupes défavorisés par exemple, des programmes de formation et une reconversion professionnelle aux adultes risquant de voir leur emploi déclassé d'ici peu.

Quelques centres d'alphabetisation au Cameroun

En effet, le Centre d'alphabetisation fonctionnelle est une institution populaire de formation non formelle et d'éducation permanente basée à Maroua, depuis 1994. Il accueille des adultes, actifs et leur permet d'acquérir des capacités de communication, en langues officielles, en vue de leur meilleure intégration sociale, professionnelle et économique. Le centre travaille en partenariat aussi bien avec les structures administratives, les Ong, que des personnes physiques de bonne volonté, les fondations et le secteur privé. Ainsi, il organise des sessions annuelles, regroupant en moyenne 200 personnes qui sont inscrites à la session à raison de 800 Fcfa par mois. L'organisation Acsj-Cameroun quant à elle, apparait comme une Organisation de développement socio-éducatif, de formation professionnelle et préprofessionnelle, d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle, scolaire et socioéconomique des jeunes, femmes, filles, filles mères en situation difficile, enfants de ou dans la rue, les enfants orphelins et vulnérables victimes ou atteints du VIH/sida et les personnes handicapées analphabètes issues des couches sociales défavorisées. A cet effet, elle vise pour objectif la formation, la remise à niveau et le renforcement des capacités, des causeries éducatives (conseil pratiques...). Ce centre a également des représentations régionales et des représentations dans chaque arrondissement du département du Mfoundi. Le Centre d'alphabetisation fonctionnelle de référence de Yaoundé (Cafory), pour sa part, s'investit dans l'alphabetisation en renforçant les capacités des militants de la section du Mfoundi IV du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) dans les domaines de l'hygiène, du civisme, et de la protection de l'environnement, la gestion des ressources.

Corine Ewolo
(stagiaire)

Des aspects positifs

Apprendre à lire, écrire, et compter aux personnes n'ayant pas été scolarisées présente plusieurs avantages aussi bien au niveau du développement personnel que dans la société.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

L'alphabetisation présente de nombreux avantages notamment l'accès au savoir. Elle devenue au fil des années un levier pour le développement des compétences en vue d'améliorer la vie et le travail, contribuant à rendre les sociétés équitables. Les aptitudes en lecture et en écriture permettent de vivre indépendamment et d'être actifs sans toujours solliciter l'aide des autres pour s'informer ou remplir des documents administratifs. L'alphabetisation comporte des avantages au-delà de l'amélioration des aptitudes en lecture et en écriture. Il ya plusieurs avantages qui ne sont pas mis en évidence immédiatement. L'alphabetisme augmente l'indépendance ; il améliore les capacités de l'apprenant à vivre indépendamment en gérant les finances, en comprenant les recettes et les étiquettes alimentaires en comprenant leurs questions de santé, en étant capables de répondre à des questions sur les formulaires. Il augmente la confiance en soi, car vulnérabilité des personnes illettrées ne provient pas seulement de leur incapacité à lire. Même si elles possèdent d'autres compétences et talents qui leur permettent de



survivre, beaucoup d'entre elles ont peu de confiance en soi par suite de discriminations dues à leur manque de compétences de lecture et d'écriture. Avec le temps selon les études de l'Unesco, elles développent peu de considération pour elles-mêmes et leurs capacités, soit parce qu'elles ont souffert de longues années de stigmatisation à l'école parce qu'elles étaient lentes à apprendre, ont choisi de quitter l'école ou étaient simplement incapables d'avoir les moyens d'entrer à l'école. Selon l'Organisation des Nations-Unis pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), «La lecture et l'écriture sont

des compétences fondamentales nécessaires à la prise de décisions éclairées, à l'autonomisation personnelle et à la participation active ou passive à la vie sociale, que ce soit à l'échelle locale ou mondiale». Les avantages tirés de l'alphabetisation et plus particulièrement chez les femmes, sont bien connus comme la plus grande participation au marché de travail, mariages moins précoces, amélioration de l'état de santé des familles autant de facteurs qui contribuent à réduire la pauvreté et à améliorer des vies.

TRAVAUX PUBLICS

150 millions alloués pour le cantonnement routier dans le Sud-Ouest

08 communes pilotes des départements du Fako et de la Mémé bénéficient déjà du transfert des compétences.

Mamouda Labaran

Lors de la session du Conseil national de la décentralisation tenue le 21 novembre 2017 à Yaoundé, le gouvernement avait annoncé que 1,82 milliard de Fcfa sera reparti à 201 communes pour le cantonnement en 2018. Il s'agit principalement des collectivités territoriales décentralisées traversées par les routes revêtues, sur la base des tâches à réaliser. Dans la région du Sud-ouest, 08 communes pilotes ont reçu à ce jour, au total 150.015.904 Fcfa pour 190 km. Le montant de l'enveloppe varie en fonction de l'importance de la commune. Ainsi, dans le département du Fako, 10.076.625 Fcfa ont été alloués à la commune de Limbé I pour les travaux à exécuter sur le tronçon Ombe Bridge-Karata (15 km) : le désherbage des abords de la route ; le curage des fossés, des caniveaux, des ouvrages hydrauliques ; le nettoyage des ouvrages d'art et des équipements de sécurité et de signalisation. Pour les tâches presque similaires, la commune de Muyuka (24 km retenus) a bénéficié de 19.887.823 Fcfa, tandis que Limbé II, Limbé III, Idenau (30km) et Tiko, ont respectivement reçu 11.354.985 Fcfa, 4.072.388 Fcfa, 30.703.298 Fcfa et 28.763.100 Fcfa. La commune de Buea quant à elle, s'en sort avec la cagnotte de 18.771.441 Fcfa destinés aux travaux sur les deux itinéraires : Mutengue-Ekona (15km) et Molyko-Bonakanda-Buea (13,96 km). Dans le département



de la Mémé, seul l'arrondissement de Mbungue a reçu 26.386.746 Fcfa consacrés aux travaux sur le tronçon Muea-Kumba (30 km). Dès l'exercice 2019, il est annoncé le transfert des ressources financières à d'autres communes en vue de la réalisation des travaux de cantonnement sur leur réseau routier non bitumé, conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°2012/2324/PM du 13 août 2012.

Politique de décentralisation.

Rappelons que c'est depuis le mois d'octobre 2017 que le gouvernement a décidé de transférer le cantonnement routier aux communes. Le nouveau cahier de charges consacre la facturation de ces travaux d'entretien routier par tâche et non plus au forfait kilométrique. Il garantit la réalisation de chacune des tâches (débroussaillage des abords, nettoyage des équipements, décapage et nettoyage des accotements, curage des fossés et exutoires...) et le paiement suivant les

quantités réalisées. Ce qui permettra d'assurer une meilleure gestion de l'environnement routier et relever le niveau de service des routes. Dans une interview accordée à la presse le 15 janvier 2018, le Mintp, Emmanuel Nganou Djoumessi, avait annoncé qu'en cet exercice 2018, les maires seront désormais les maîtres d'ouvrage pour ce qui concerne la gestion du réseau routier. «Les maires sont maîtres d'ouvrage en ce sens que ce sont eux qui vont planifier, programmer et conduire l'exécution des travaux de construction ou de maintenance de quelques axes routiers.», avait-il expliqué. Selon le Mintp, les magistrats municipaux vont fixer les orientations, et les ingénieurs du génie civil, les délégués départementaux ou les délégués régionaux, vont les appuyer au plan technique. La politique de décentralisation prônée par le gouvernement vise ainsi à renforcer le pouvoir de décision des collectivités territoriales décentralisées. Car, en dehors de la maîtrise d'ouvrage qui vient de leur être transférée par l'État central, les maires vont aussi gérer l'entretien routier par cantonnement au cours de cet exercice. D'après les données du ministère des Travaux publics, 87 000 km de routes appartiennent au réseau communal camerounais.

PERIZ-MAÏS-MANIOC

L'utilisation des tracteurs effective sur le terrain

Disponibles et exploités par les bénéficiaires du programme sur le triangle national, la bonne nouvelle a été mise à la disposition des hommes de média, hier, au Complexe industriel d'Ebolowa.

Carole Oyono (stagiaire)

Les missions en charge du Programme d'exécution de la convention «Riz-maïs» et de la convention «Manioc» (Periz-maïs-manioc), notamment du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), viennent de descendre sur le terrain pour s'enquérir de l'effectivité de l'utilisation des tracteurs et autres équipements assemblés dans ce site qu'abrite la région du Sud, par les différents bénéficiaires. Et le résultat est plutôt satisfaisant. En effet, du côté des exploitants, l'on peut dire de manière globale que l'utilisation des tracteurs a contribué entre autres à réduire les charges des bénéficiaires, à augmenter les superficies exploitées, à accroître les revenus, à développer d'autres cultures telles le palmier à huile, à créer des emplois permanents. Une réalité qui est par exemple palpable pour le bénéficiaire Zang, de l'exploitation Coodo Nyplakes (dans le Sud). Pour lui, l'arrivée du tracteur permet aujourd'hui de transporter en moyenne 400 régimes de noix de palmes; ce qui se faisait avant dans cette exploitation de manière infime, au moyen d'une brouette. Même satisfaction témoignée par Marie Paulette Mbella, de l'exploitation Agrezo-coop-ca DE Zoétéélé (dans le Sud). Il faut donc le



dire, le Periz-maïs-manioc porte bel et bien déjà ses fruits, malgré quelques difficultés liées à l'utilisation des engins par les bénéficiaires. Difficultés auxquelles des solutions sont d'ailleurs progressivement apportées par le Minepat.

Folle rumeur. En effet, ce dernier vient de visiter 39 exploitants ciblés sur l'étendue du territoire. Une

mission qui s'est clôturée hier, au Complexe industrielle d'Ebolowa, siège du Programme. L'opportunité s'est donc présentée pour faire le tour dudit complexe, sous la houlette de Janvier Oum Eloma, responsable du Programme, et par ailleurs directeur général de la Planification au Minepat, qu'accompagnait Ernest Ela Evina, directeur général du Centre national d'études et d'expérimentation du

machinisme agricole (Ceneema). Aujourd'hui, le constat est là: la distribution des tracteurs s'est déjà faite à plus de 2 tiers; ce qui en ce jour tord le cou à la folle rumeur selon laquelle les tracteurs étaient abandonnés dans la broussaie. Soulignons que le processus a connu des difficultés, car à en croire Janvier Oum Eloma, il était question de prime abord, de construire le complexe avant l'arrivée des équipements. Ces derniers ayant pourtant débarqué alors que le programme était encore à la phase de contractualisation et qu'il était urgent de les stocker dans un site d'appoint (site du comice, ndlr), en attendant la construction du complexe. Les engins ayant rejoint le site prédestiné (comprenez site du complexe industriel), ils sont déjà mis à la disposition des bénéficiaires, à raison de 870 tracteurs sur les 1000 prévus. Et chaque semaine, ceux-ci continuent d'arriver pour retirer cette manne qui leur est attribuée soit par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (Minader), soit par Minepat, soit alors par les partenaires au développement. L'objectif du projet n'étant pas de commercialiser ces engins pour en tirer des bénéfices, mais plutôt de tirer le maximum d'avantages sur leur utilisation. Raison pour laquelle ils sont subventionnés au moins à 40%.

CHAMPIONNAT DU MONDE DE VOLLEYBALL

Fin de parcours pour les Camerounais

Les volleyeurs ont perdu 3-0 hier face à la Russie lors du dernier match de poule, également dernier espoir de qualification.

Mamie Tinguetin
(stagiaire)

La rencontre de dernière chance n'a laissé place à aucune lueur d'espoir aux Lions du volleyball. 3 sets contre 0 a été la sentence des Camerounais au terme de leur 5e et dernière rencontre de la phase de poule. L'équipe après une sortie victorieuse marquée par un triomphe sur la Tunisie 3-0 a enchaîné 4 défaites consécutives respectivement devant la Serbie, l'Australie les États-Unis et la Russie. Pourtant avant la fin la de l'ultime rencontre et malgré les pronostiques de qualification très complexes car même en cas de victoire, il fallait espérer que l'Australie, son principal challenger tombe en face de la Tunisie, les poulains de Blaise Re-Niof Mayam y croyaient. «On peut se glisser dans la brèche et puis créer la surprise», espérait Jean Patrice Ndaki Mboulet. Mais chez certains de ses coéquipiers, les dés étaient déjà jetés compte tenu de la complexité de la situation. Pour Ivan Kodi, «vue que c'est notre dernière chance je pense que dans la tête de chacun de nous l'état d'esprit nous force à comprendre que



ceci peut être le dernier match qu'on va livrer sur ce terrain à Bari », a-t-il réalisé. L'équipe n'a pas ainsi pu atteindre son principal objectif qui était de se qualifier pour le second tour, néanmoins selon le passeur Ahmed Awal ce fut une belle expérience. « On joue pour avoir plus d'expériences et on essaye de se faire plaisir ». Avis partagé par l'ambassadeur du Cameroun en Italie. «Notre équipe a eu cette opportunité

de se frotter aux grands de ce monde. C'est l'expérience acquise quand on se frotte aux très grands », a déclaré Marcel Belinga. Après plusieurs mois de préparation physique et mentale à ce 19e championnat du monde de volleyball, marqué par des stages externes et internes, avec les soutiens du ministère des Sports et de l'Éducation physique ainsi que la Fédération camerounaise de

volley, le Camerounais retournent au bercail sans aucune distinction. Il faut relever que le médaillé de bronze au dernier championnat d'Afrique(2017) ainsi que la Tunisie et l'Égypte, représentant l'Afrique à cette compétition de 24 équipes, co-organisée pour la toute première fois par l'Italie et la Bulgarie, se sont tous fait éliminer.

Brèves

TOURNOI COSAFA

Les Lionnes affrontent le Lesotho ce jour

Après le faux pas face à la Zambie (0-1) qui a réduit les options de qualification des Lionnes indomptables, les filles de Joseph Ndoko n'ont plus droit à l'erreur au cours de cette dernière rencontre de poule si elles veulent prendre part à la demi-finale. L'équipe féminine de football invitée au tournoi du Conseil des fédérations d'Afrique australe (Cosafa) affronte le Lesotho à 14 heures. Elle avait battu le Mozambique 8-1 lors de la première journée.

QUALIFICATIONS AU MONDIAL DE BASKETBALL

Le Cameroun compromet ses chances

La sélection nationale a disputé les rencontres de la 3e fenêtre des éliminatoires zone Afrique, le week-end en Tunisie. Les Lions en sortent avec une victoire sur le Maroc 84-74 et deux défaites devant l'Angola 76-83, et contre l'Égypte 58-62. Les Lions occupent la 4e place du groupe au terme de cette étape. La Tunisie et le Nigeria ont déjà obtenu leurs tickets, et 3 places sont encore en jeu sur les 5 réservées au continent africain. La dernière fenêtre qualificative aura lieu au mois de novembre.

COUPE DU CAMEROUN DE TENNIS DE TABLE

Iug de Douala et Vent de la Lekie vainqueurs

Les finales chez les dames et messieurs ont eu lieu dimanche, au Centre international du tennis de table du palais des sports de Yaoundé.

M. T
(stagiaire)

Chez les messieurs, la jeune équipe Vent de la Lekie, deux ans après sa création, a obtenu son premier sacre, en venant à bout de l'équipe de l'Institut universitaire du Golfe de Guinée (Iug) 3-0. Les poulains de Serges Ayissi avaient écarté en quart et demi-finale respectivement les équipes de Camrail et Asvout. Les filles de l'Institut universitaire du Golfe de Guinée ont remporté leur titre en dominant l'Association pour la vulgarisation du tennis de table (Asvutt) 3-1, après s'être débarrassées du club de Tchamane en demi-finale. Les rencontres ont eu lieu au centre de tennis de table inauguré le 25 avril par le ministre des Sports et de l'Éducation physique, et l'ambassadeur de Chine au Cameroun, fruit de la coopération avec l'empire du milieu. Les modalités d'occupation de la salle ont été récemment définies par le patron des sports camerounais. «Il a été décidé que le tennis de table est prioritaire dans la salle notamment les stages de l'équipe nationale et les



différentes formations et les compétitions de la fédération. Nous allons faire en sorte que nos athlètes s'entraînent régulièrement dans le cadre d'une formation de jeunes », a déclaré Alfred Bagueka Assobo, président de la Fédération camerounaise de tennis de table. Cette œuvre chinoise s'inscrit dans le cadre de vulgarisation de la discipline au Cameroun. En effet, la fédération en charge du tennis de table a lancé un programme de formation des jeunes et des entraîneurs, ainsi

que la dotation de certains établissements scolaires des tables de jeux. Cette mesure apprend-t-on, vise la création d'une école de tennis de table ouvrant les portes à tous les jeunes de l'ensemble du territoire national. «Notre souhait c'est de profiter de cette belle salle pour que nous lancions une école de tennis de table. Nous avons fait un training camp pendant le mois d'août avec la Fédération internationale de Tennis de Table. Ces enfants nous ne voulons pas la rupture, nous

avons des entraîneurs qui ont été formés et je puis vous dire qu'il nous reste qu'une chose c'est pouvoir trouver des moyens pour rémunérer les moniteurs », a révélé Alfred Bagueka Assobo. Selon ce dernier, pour faire face aux difficultés d'accès aux tables olympiques très coûteuses, un projet de fabrication des tables locales a été élaboré et mis sur pieds. Cela permettra l'accès à tous à cette discipline qui veut se faire une place au Cameroun.

GRAND PRIX INTERNATIONAL CHANTAL BIVA

La 3e réunion préparatoire a eu lieu hier

Les responsables des différentes commissions doivent travailler en synergie pour réussir l'organisation de cette compétition. C'est ce qui ressort de la rencontre d'évaluation des travaux qui a été présidée hier par le ministre des Sports et de l'Éducation physique. Chaque commission a assuré les missions pour le succès du tour, et le ministre n'a pas manqué de recommander rigueur et professionnalisme. Les moyens sont disponibles et les premiers coups de pédales seront donnés à Douala le 26 septembre. La compétition verra la participation de 10 équipes dont 4 d'Europe, 3 d'Afrique et 3 du Cameroun à savoir : Snh Vélo Club, l'équipe nationale et l'équipe interrégionale. Le commissaire de l'Union cycliste international est annoncé le 24 septembre.

COMMUNIQUÉ N° _____ /ISSAM/P/SG du _____

Portant ouverture du concours d'entrée en 1ère année du cycle de Brevet de Technicien Supérieur (BTS) de l'Institut Supérieur des Sciences, Arts et Métiers (ISSAM), au titre de l'année académique 2018/2019.

LE PRESIDENT DE L'ISSAM COMMUNIQUE :

Un concours d'entrée en 1ère année du cycle de Brevet de Technicien Supérieur (BTS) est ouvert à l'Institut Supérieur des Sciences, Arts et Métiers (ISSAM) au titre de l'année académique 2018/2019 dans les spécialités suivantes :

FILIÈRES	SPÉCIALITÉS	QUOTAS
Génie Électrique	<i>Électrotechnique (ET)</i>	100
Génie Informatique	<i>Génie Logiciel (IGL)</i>	80
	<i>Informatique Industrielle et Automatismes (IIA)</i>	80
	<i>Maintenance des Systèmes Informatiques (MSI)</i>	80
Réseaux et Télécommunications	<i>Télécommunications (TEL)</i>	60
	<i>Réseaux et Sécurité (RES)</i>	60
Études Médico-Sanitaires	<i>Sciences Infirmière (SIN)</i>	120
Sciences et Techniques Biomédicales	<i>Techniques de Laboratoire et d'Analyse Médicale (TLB)</i>	100
<i>N.B. L'admission dans les filières scientifiques et techniques ci-dessus se fera par voie de concours écrit</i>		
Commerce - Vente	<i>Commerce International (CIN)</i>	120
	<i>Marketing - Commerce - Vente (MCV)</i>	120
Gestion	<i>Assistant Manager (AMA)</i>	60
	<i>Assurance (ASS)</i>	60
	<i>Banque et Finance (BQF)</i>	60
	<i>Comptabilité et Gestion des Entreprises (CGE)</i>	100
	<i>Gestion Logistique et Transport (GLT)</i>	40
Information et Communication	<i>Journalisme (JOU)</i>	60
	<i>Communication des Organisations (COM)</i>	60

N.B. L'admission dans les filières ci-dessus se fera sur étude de dossier

Message

I- CONDITIONS REQUISES

Les candidats doivent être titulaires des diplômes requis pour les spécialités ci-après :

1) Filière Génie Electrique

Spécialité : (ET)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : C, D, E, F1, F2, F3, F4, F5 ;

- Brevet de Technicien en MA;

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

2) Filière Génie Informatique

Spécialités : (IGL, IIA, MSI)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : C, D, E, F1, F2, F3, F4, F5 ;

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

3) Filière Réseaux et Télécommunications

Spécialités : (TEL, RES)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : C, D, E

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

4) Filière Commerce – Vente

Spécialités : (CIN, MCV)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D, CG, ACA, SES ;

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

5) Filière Gestion

Spécialités : (AMA, ASS, BQF, CGE, GLT)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D, CG, ACA, SES ;

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

6) Information et Communication

Spécialités : (JOU, COM)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D, CG, ACA, SES ;

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

7) Études Médico-Sanitaires

Spécialité : (SIN)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

8) Sciences et Techniques Biomédicales

Spécialité : (TLB)

- Baccalauréat de l'enseignement secondaire général ou technique dans l'une des séries suivantes : A, B, C, D

- GCE A-Level ;

- Tout autre diplôme admis en équivalence ou en dispense.

II- CONSTITUTION DU DOSSIER :

Les dossiers complets de candidature qui seront reçus au service de la scolarité de l'ISSAM de Yaoundésis à Minkan et à l'IUT de l'Université de Doualadu 13 au 22août 2018, comprendront les pièces suivantes :

1. une fiche de renseignement dûment remplie à télécharger sur le site web de l'ISSAM :

www.issamschool.cm ;

2. une copie certifiée conforme de l'un des diplômes donnant droit à l'inscription à l'ISSAM de Yaoundé ;

3. une copie certifiée conforme de l'acte de naissance datant de moins de trois (03) mois ;

4. un certificat médical précisant l'aptitude du candidat à poursuivre des études supérieures, délivrée par un médecin de l'administration ;

5. quatre (04) photos d'identité 4x4 du candidat ;

6. un reçu de versement bancaire d'un montant de quinze mille (15 000) francs CFA à titre de droits d'inscription à déposer dans toute agence BICEC, compte n° 10001 06863 665118563001 clé 17 ou dans toute agence CCA, compte n° 10005 00253455101 clé 22 ;

7. une enveloppe A4 timbrée à 400 francs CFA, portant l'adresse du candidat ;

8. une photocopie simple de la Carte Nationale d'Identité.

Les candidats ne disposant pas encore de leur diplôme de baccalauréat peuvent fournir :

- une photocopie certifiée conforme du relevé de notes du Bacc/GCE AL ou

- une photocopie du bordereau des résultats du baccalauréat signé par l'Office du Bacc.

Le concours sur épreuves écrites sera organisé simultanément le samedi 25 août 2018 dès 7:30 à l'ISSAM sis à Minkan et à l'Université de Douala (IUT).

Fait à Yaoundé, le

LE PRÉSIDENT

Ampliations :

- Recteur Université de Douala
- Directeur IUT de Douala
- Vice-Président Commission

Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur



Institut Supérieur
des Sciences, Arts et Métiers

**INSTITUT
SUPÉRIEUR DES
SCIENCES
ARTS ET
MÉTIER**

- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaires, science et techniques biomédicales se feront uniquement par voie de concours écrits.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.

Les dossiers sont déposés dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan
Les concours auront lieu simultanément à l'ISSAM et à l'UNIVERSITE DE DOUALA

Dates de Concours: le Samedi 25 Août 2018 et le Samedi 22 Septembre 2018

• NOS FILIERES •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /I/MINESUP/SG /DDES/ ESUP /SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm